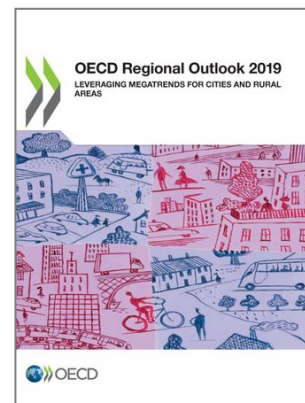


OECD *Multilingual Summaries*

OECD Regional Outlook 2019

Leveraging Megatrends for Cities and Rural Areas

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/9789264312838-en](https://doi.org/10.1787/9789264312838-en)

Perspectives régionales de l'OCDE 2019

Mettre à profit les mégatendances dans les régions, les villes et les zones rurales

Résumé en français

Des politiques territorialisées peuvent dynamiser une croissance économique atone et apaiser le mécontentement de la population

Depuis sa création, en 1999, le Comité des politiques de développement régional de l'OCDE prône des politiques territorialisées visant à aider toutes les régions à exprimer pleinement leur potentiel économique. Les politiques territorialisées constituent un complément indispensable aux politiques économiques structurelles, qui ne tiennent pas suffisamment compte des spécificités régionales.

Il est d'autant plus urgent d'adopter des politiques territorialisées que, dans de nombreux pays de l'OCDE, les inégalités économiques entre les régions sont marquées et persistantes. En moyenne, la productivité de la région la moins productive d'un pays est inférieure de 46 pour cent à celle de sa région la plus productive. De plus, dans un tiers des pays de l'OCDE, les gains de productivité se concentrent au sein d'une région unique et déjà très productive – généralement celle qui abrite la plus grande ville du pays –, ce qui creuse encore les écarts régionaux. La mobilité de la main-d'œuvre étant limitée, on constate que, dans de nombreuses régions, les travailleurs restent sur place, à occuper des emplois moins productifs qu'ils pourraient l'être.

Les effets des inégalités régionales ont été amplifiés par la crise financière mondiale et par l'atonie de la croissance enregistrée par la plupart des pays de l'OCDE ces dernières années. Conjugués, ces facteurs suscitent un mécontentement croissant de la population à l'égard du statu quo politique, économique et social. Des politiques territorialisées peuvent permettre de venir à bout de ce mécontentement, non seulement parce qu'elles favorisent le développement économique, mais aussi parce qu'en valorisant les cultures et les traditions locales, elles peuvent lutter contre l'impression, au sein de certaines régions, d'être un territoire « abandonné » ou de « ne pas compter ».

En plus des effets de la mondialisation et du mécontentement qu'elle a suscité dans certains territoires, les politiques territorialisées devront, à l'avenir, prévoir et traiter les impacts spécifiquement régionaux de trois types de mégatendances mondiales :

- l'essor du numérique, l'automatisation et les autres évolutions technologiques
- les évolutions démographiques, y compris l'urbanisation, le vieillissement et les migrations
- les changements climatiques et la rareté des ressources

Ces mégatendances ne toucheront pas de façon uniforme les différentes régions d'un même pays. Face à cette disparité, il faudra trouver les bonnes réponses publiques, par exemple en ciblant mieux les

nouveaux investissements et en ajustant les systèmes de gouvernance multi-niveaux de façon à leur permettre de mieux s'adapter aux réalités de chaque région.

L'automatisation et les autres ruptures technologiques vont bouleverser l'économie et la société dans toutes les régions

L'intelligence artificielle, les véhicules autonomes, l'impression 3D mais aussi d'autres nouvelles technologies jouent un rôle important dans les gains de productivité, et ces gains de productivité entraînent, à terme, une augmentation des niveaux de vie. Ces technologies s'apprêtent à faire évoluer les lieux où la population vivra, et la façon dont elle travaillera et communiquera. Toutefois, elles s'accompagnent aussi d'une automatisation qui entraînera d'importants transferts d'emplois entre les différents secteurs et entre les différents territoires. On estime que le pourcentage d'emplois exposés à un fort risque d'automatisation s'échelonne entre 4 % et 39% selon les régions de la zone OCDE.

Les régions, surtout celles qui présentent un fort pourcentage d'emplois menacés par l'automatisation, doivent élaborer des politiques pour doter les travailleurs de compétences moins susceptibles d'être automatisées et pouvant être adaptées à de nouveaux métiers. En fonction du type d'emplois perdus et créés au sein d'une région donnée, différentes solutions combinant le renforcement des compétences des travailleurs et la montée en gamme des entreprises seront nécessaires.

Les effets de l'automatisation se feront particulièrement sentir dans les zones rurales, qui dépendent de façon disproportionnée du secteur secondaire, et où le secteur tertiaire ne représente qu'une faible partie de l'économie. En revanche, de nombreuses technologies émergentes, telles que les véhicules autonomes, les véhicules aériens sans pilote, la fabrication additive et les technologies liées à la réalité virtuelle, peuvent bénéficier aux zones rurales, parce qu'elles réduiront les inconvénients liés à leur faible densité et aux longues distances à parcourir. Les nouvelles technologies peuvent aussi améliorer la prestation des services publics dans les zones rurales, et les responsables publics ont tout intérêt à faciliter leur adoption.

Les évolutions technologiques vont conférer une importance croissante aux activités à forte intensité de savoir, et c'est probablement aux grandes villes que ce phénomène profitera le plus. Toutefois, au sein des zones urbaines, une polarisation des profils de compétences risque d'accentuer les inégalités entre les travailleurs très qualifiés et peu qualifiés. Pour les zones urbaines prospères, la plus grande difficulté consistera à éviter que la poursuite de leur réussite économique n'alourdisse le coût de la vie, lequel constitue un fardeau pour les plus pauvres avant tout mais aussi, de plus en plus, pour les classes moyennes. Pour relever ce défi, il est crucial d'assurer l'accès à des logements abordables.

L'analytique des données massives, l'internet des objets, les technologies civiques, la réalité virtuelle et d'autres technologies encore peuvent permettre de créer des villes intelligentes, de révolutionner la prestation des services publics et de faciliter la participation citoyenne à l'échelon local. Les administrations locales ont intérêt à adopter ces technologies tout en maîtrisant les risques qu'elles entraînent, par exemple en matière d'atteintes à la vie privée et d'exclusion de groupes marginalisés.

La démographie régionale va évoluer sous l'effet du vieillissement, de l'urbanisation et des migrations

L'urbanisation progresse partout dans le monde. Le pourcentage de la population vivant en milieu urbain est en progression dans la plupart des pays de l'OCDE, mais cette progression est encore plus forte dans les pays à revenu faible et intermédiaire. En 2015, on dénombrait à l'échelle mondiale 5 799 villes de plus de 100 000 habitants, et ces villes abritaient approximativement 3 milliards d'individus.

Tandis que certaines villes et régions connaissent une forte croissance, d'autres sont en déclin. D'après de nouvelles projections, 57 % des régions de l'OCDE pour lesquelles on dispose de données perdront des habitants d'ici 2050. Cette baisse de population réduira leur assiette fiscale, et elles auront plus de difficultés à assurer leurs services publics. L'automatisation et le recours aux nouvelles technologies pour la fourniture des services publics pourront atténuer ces difficultés, et les responsables des régions vieillissantes et en déclin démographique auront intérêt à faire un usage stratégique de ces nouvelles possibilités technologiques.

Les migrations peuvent atténuer le vieillissement démographique car, dans la plupart des régions, les migrants tendent à être plus jeunes que la moyenne. Il convient d'adapter les politiques d'intégration des migrants au profil des régions et des communautés locales de migrants ; il faut aussi y associer un large éventail d'acteurs locaux, y compris les entreprises et les ONG.

Au sein de chaque pays, l'évolution démographique va produire des effets asymétriques sur les finances publiques infranationales. L'effet sera particulièrement négatif sur les recettes comme sur les dépenses des zones rurales éloignées. Les évolutions démographiques et les autres mégatendances, telles que l'essor du numérique, pourront elles aussi bouleverser l'assiette fiscale d'une région, sous l'effet d'évolutions au niveau des marchés du travail, des recettes des entreprises mais aussi de la valeur des terrains et du prix des logements. Il faudra ajuster en conséquence la fiscalité infranationale et les dispositifs de péréquation.

Les administrations infranationales sont des acteurs importants de la lutte contre les changements climatiques

Les changements climatiques constituent la mégatendance environnementale dominante des prochaines décennies. Les administrations régionales et locales jouent un rôle capital dans la lutte contre les changements climatiques et l'adaptation à ces changements, notamment parce qu'elles réalisent 64 % des investissements publics en rapport avec le climat.

Les administrations infranationales font partie des acteurs les plus engagés dans la lutte contre les changements climatiques. Quand la portée de leur action est limitée faute de financements et de capacités suffisants, il incombe à l'administration nationale de leur donner les moyens juridiques et financiers de leurs ambitions. Afin de refléter le rôle de premier plan des administrations infranationales dans la lutte contre les changements climatiques, il conviendrait de rendre plus explicites, grâce à des objectifs chiffrés, leurs contributions à la réduction des émissions de carbone.

Les mégatendances mondiales entraînent de nouveaux besoins d'investissement

Le niveau actuel de l'investissement total représente moins de la moitié du niveau qui serait nécessaire pour se préparer aux nouvelles technologies et pour relever des défis tels que le vieillissement et les changements climatiques. En moyenne, les administrations infranationales représentent 57 % de l'investissement public dans la zone OCDE ; elles ont un rôle moteur à jouer pour accroître l'investissement et pour assurer un retour sur investissement élevé. Pour maximiser leurs capacités d'investissement, les administrations infranationales auraient aussi intérêt à rechercher des financements privés, lorsque la situation s'y prête.

Il faut adapter les systèmes de gouvernance pluri-niveaux pour préparer l'avenir

Il faut renforcer les systèmes de gouvernance multi-niveaux et les rendre plus flexibles afin de refléter les disparités régionales. De nombreux pays de l'OCDE ont évolué, ces dernières années, vers une décentralisation asymétrique. Cette tendance a des chances de se poursuivre, et elle peut permettre d'adapter la gouvernance aux différences qui existent au niveau des situations et des capacités régionales, métropolitaines et locales.

Autoriser les pouvoirs publics, dans le cadre d'une logique de gouvernance expérimentale, à suivre des processus empiriques pour la conception de l'action publique pourrait leur permettre de trouver de meilleures réponses face à la diversité des besoins locaux. Il serait possible de combiner une telle démarche à une décentralisation asymétrique, de façon, par exemple, à trouver de nouvelles solutions de gouvernance pour les zones métropolitaines.

Pour élaborer de bonnes politiques publiques, il est également essentiel de comprendre les grandes tendances qui se dessinent. Dans toute la zone OCDE, les administrations nationales et infranationales recourent, pour préparer les politiques régionales à l'avenir, à divers instruments allant des prévisions

fondées sur les données à des exercices d'anticipation. Recourir à toute une panoplie d'outils est souhaitable pour se préparer à un large éventail de scénarios plausibles – bien que, par définition, incertains – à divers horizons temporels.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.



[Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!](#)

© OCDE (2019), *OECD Regional Outlook 2019: Leveraging Megatrends for Cities and Rural Areas*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/9789264312838-en